



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Autriche – Slovénie - Croatie

Une publication du SER de Vienne
n° 4 – décembre 2024 – janvier 2025

Evolution de l'inflation en 2024 selon les statisticiens nationaux

L'inflation en 2024 s'est nettement réduite en Autriche, en Croatie et en Slovénie, traduisant une normalisation après deux années marquées par des hausses records. En fin d'année cependant, l'inflation a suivi des trajectoires distinctes selon les pays de la zone, la Croatie connaissant un nouveau départ à la hausse de l'inflation en glissement annuel depuis le mois d'octobre. Si le taux d'inflation varie fortement selon les secteurs, les principales hausses ont été enregistrées dans celui des services, compensées par une décélération plus marquée de l'inflation des biens.

En Autriche l'inflation (IPCH) s'est fortement réduite pour s'établir à 2,9 % en 2024, après des taux exceptionnellement élevés de 7,7 % en 2023 et 8,6 % en 2022. Cette baisse ramène l'inflation à un niveau comparable à celui de 2021 (2,8 %). Sur l'année, le taux d'inflation a diminué de 4,6 % en janvier à 1,8 % en septembre et octobre, pour se stabiliser à 2 % en décembre. Ce recul relativement plus rapide qu'ailleurs dans la zone Euro s'explique notamment par la baisse des coûts énergétiques, les prix de l'énergie domestique ayant diminué de 6,9 %, sous l'effet des baisses enregistrées pour le gaz (-16,8 %) et le chauffage urbain (-12,1 %). Le ralentissement est dû également au fait que la consommation n'est pas encore repartie, malgré les hausses de salaires enregistrées depuis deux ans. Les produits alimentaires et boissons non-alcoolisées connaissent une hausse modérée (+2,6 %), alors que l'augmentation est plus nette dans le secteur de la restauration et l'hôtellerie (+ 7 %).

En Slovénie, l'inflation annuelle (IPCH) a fortement ralenti en 2024, enregistrée à 2 %, contre 7,4 % l'année précédente, entraînée par une décélération marquée de l'inflation des biens, à 1,4 %. La baisse des prix de l'énergie a joué un rôle central, soutenue par des mesures gouvernementales comme le plafonnement des tarifs énergétiques (les prix des logements, eau, électricité, gaz et autres combustibles augmentent d'1,3 %). La modération de la hausse des prix de l'alimentation et des boissons non-alcoolisées (+2,6 %) a également contribué à ce ralentissement, bien que l'inflation dans les services (en augmentation de 2,7 %) demeure

élevée en raison des tensions sur le marché du travail et de la croissance des salaires. Ainsi, l'inflation dans le secteur de la restauration et de l'hôtellerie s'établit à 4,1%.

Selon le statisticien croate, l'inflation **en Croatie** est estimée à 3% sur l'ensemble de l'année 2024. Pour autant, en décembre 2024, **le taux d'inflation** a marqué une hausse pour le troisième mois consécutif, atteignant 3,4% en glissement annuel (4,5% en IPCH, soit le taux le plus élevé de la zone euro). Les tendances sur l'année sont inégales selon les secteurs : les services ont connu une augmentation de 5,6%, l'alimentation, les boissons et le tabac ont augmenté de 4,8%, l'énergie de 1,6%, et les produits industriels non alimentaires hors énergie de 0,7%. Le gouvernement a annoncé des mesures pour contrer la hausse des prix, négociant actuellement avec les plus grands acteurs de la distribution et les partenaires sociaux. Une vingtaine de nouveaux produits pourraient ainsi rejoindre la liste actuelle de 30 produits de première nécessité dont le prix est plafonné. De plus, des associations de consommateurs ont relayé un appel symbolique au boycott des magasins de détail le vendredi 24 janvier. Ce mouvement soutenu ouvertement aussi bien par le gouvernement que les partis d'opposition a été relativement suivi et devrait se poursuivre dans les semaines à venir.

Autriche

Le chiffre du mois à retenir



Zoom sur...

Le 10 janvier 2025, le parti FPÖ (vainqueur des élections législatives du 29 septembre 2024) et le parti ÖVP (conservateur) ont entamé des négociations en vue de la formation d'un nouveau gouvernement, après l'échec des partis ÖVP, SPÖ (social-démocrate) et NEOS (libéral) à s'entendre sur un accord de coalition. Priorité a été donnée à la consolidation budgétaire. Cinq jours seulement après le début des discussions, ils ont présenté à la Commission européenne les mesures destinées à ramener le déficit sous le seuil de 3% dès cette année. Les mesures portent sur un volume de 6,39 Mrd EUR pour l'année 2025, dont 86% se présentent sous forme de réduction des dépenses, en particulier dans le secteur environnemental. Est notamment prévue la suppression de la « Prime climat » (*Klimabonus*), évaluée à 1,96 Mrd EUR. L'effort attendu sur les dépenses de l'administration fédérale s'articule autour d'une réduction du budget de fonctionnement de 15% par ministère, et entraînera des économies de l'ordre de 1,1 Mrd EUR. Le paquet fiscal porte sur une enveloppe de 920 M EUR, dont 170 M EUR au titre de la suppression de l'exonération de TVA pour les installations photovoltaïques. L'augmentation des dividendes issus des participations de l'Etat est chiffrée à 430 M EUR. Des

mesures spécifiques liées au marché du travail apporteront 240 M EUR. L'Autriche a jusqu'au 30 avril 2025 pour présenter à la Commission européenne son plan budgétaire et structurel à moyen terme (PSMT).

Activités macroéconomiques & financières

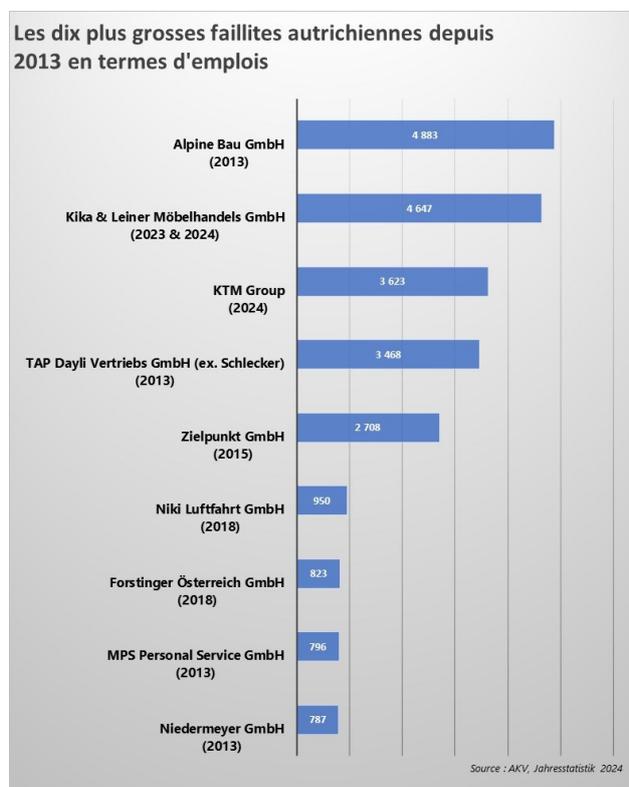
Prévisions et indicateurs

Après deux ans de récession, timide retour à une croissance positive

Les prévisions macroéconomiques présentées le 20 décembre par les instituts de conjoncture Wifo et IHS ont à nouveau dressé un tableau morose de la situation économique de l'Autriche, en récession pour la seconde année consécutive. Toujours affectée par la crise du secteur industriel, en particulier du secteur automobile, L'Autriche devrait avoir terminé l'année 2024 avec une contraction du PIB de 0,9%. En 2025, la croissance pourrait redevenir très légèrement positive avec +0,6% pour mieux rebondir à +1,2% en 2026. La morosité des affaires, la faible propension des ménages à consommer et le pessimisme généralisé des industriels se traduisent par une détérioration des finances publiques. En raison principalement de moindres recettes fiscales, le solde public a de nouveau dérapé en 2024 et devrait s'établir à -3,7% du PIB, et, sans changement notable de politique publique, il risquerait de s'aggraver à -4,2% du PIB en 2025 et -4,1% du PIB en 2026, rendant d'autant plus difficile tout effort de consolidation budgétaire. L'inflation, estimée à 2,3% en 2025 et 2,0% en 2026, pourrait revenir à un niveau plus proche de l'objectif de la BCE

2024, une année record en termes de faillites

Deux années consécutives de récession, conjuguées avec une inflation conséquente, ont eu raison de nombreuses entreprises autrichiennes : avec 4 156 nouvelles procédures de faillite, le nombre des cessations de paiements est nettement supérieur à celui atteint pendant la crise financière de 2008 (env. 3 250).



La progression en glissement annuel est de 23,4%. Si en 2023, plus de 19 000 emplois étaient concernés, ce sont près de 23 000 emplois qui ont été menacés en 2024. Avec 3 623 emplois, le groupe KTM, fabricant de motos et de vélos, est le plus gros employeur ayant entamé une procédure de redressement. Le passif de KTM atteindrait presque 2 Mrd EUR en cas de redressement et presque 3 Mrd EUR en cas de fermeture définitive et liquidation. Dans le sillage de la faillite en 2023 du groupe d'investissement immobilier Benko (passif de 14 Mrd EUR), le réseau de distribution de meubles Kika/Leiner (initialement 68 magasins), racheté en 2018 par le groupe Benko puis revendu en 2023 au groupe Supernova (destruction de 1 500 emplois), a échoué dans sa tentative de redressement. Les 17 magasins restants ont été finalement mis en cessation de paiement fin 2024 et seront liquidés, détruisant ainsi les derniers 1 350 emplois.

Finances publiques

L'Autriche prévoit d'emprunter jusqu'à 47 Mrd EUR en 2025

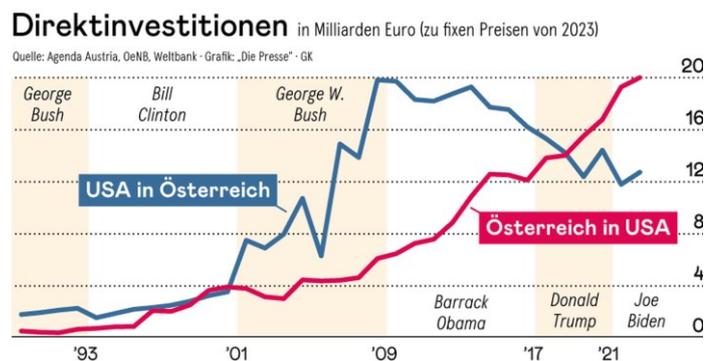
L'agence de financement de l'Etat, l'OeBFA, prévoit d'emprunter, en 2025, 43-47 Mrd EUR après 49 Mrd EUR en 2024. Un calendrier d'émissions obligataires a été établi : les enchères auront lieu une fois par mois. A la fin du mois de décembre 2024, la dette de l'Etat fédéral s'est élevée à 296,28 Mrd EUR avec un taux d'intérêt effectif de 1,91 % et une durée moyenne des emprunts de 11,42 ans.

Recul pour les subventions accordées par l'Etat

Selon le rapport annuel sur les subventions (*Förderungsbericht 2023*) publié fin décembre 2024 par le ministère des Finances, le montant des subventions accordées par l'Etat en 2023 a atteint 33 Mrd EUR soit 6,9 % du PIB (2022 : 7,5 %) contre une moyenne de respectivement 6,2 % et 6,4 % dans l'Union européenne et dans la zone euro, ce qui place l'Autriche en 7ème position parmi les Etats-membres de l'Union européenne (position inchangée par rapport à 2022). Le secteur agricole a profité en 2023 de subventions à hauteur de 2,35 Mrd EUR, suivi par le reste de l'économie avec 1,7 Mrd EUR dont 480 MEUR sous forme d'aides énergétiques en faveur des entreprises et 365 MEUR pour les primes à l'investissement.

Echanges

Les investissements autrichiens aux Etats-Unis ont atteint 20 Mrd EUR fin 2023, soit deux fois plus qu'en 2017 (9,9 Mrd EUR). Ce développement s'explique notamment par des opérations en capital à hauteur de 3 Mrd EUR et des bénéfices réinvestis de 3,2 Mrd EUR au cours de cette période. Dans le classement des pays destinataires les plus importants de l'Autriche, les Etats-Unis occupent la deuxième position, après l'Allemagne (39 Mrd EUR). Dans l'autre sens, les investissements américains en Autriche sont en recul depuis 2009 pour se limiter à 12,7 Mrd EUR fin 2023. S'agissant du commerce des marchandises, les Etats-Unis sont le deuxième partenaire commercial de l'Autriche pour les exportations et le sixième pour les importations, l'excédent bilatéral en faveur de l'Autriche s'élevant à près de 7 Mrd EUR en 2023.

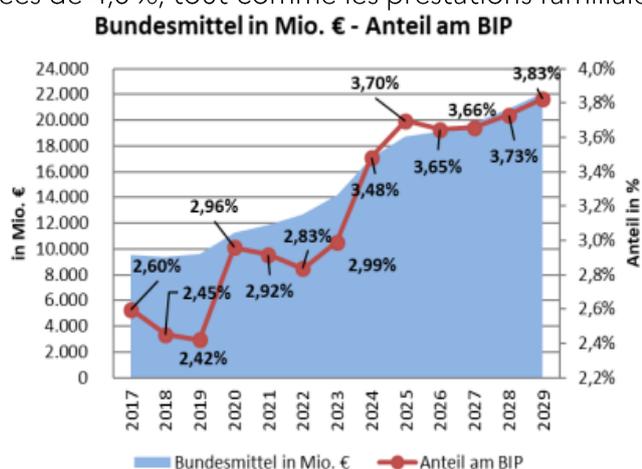


Politique économique et sociale

Indexation sur l'inflation des prestations sociales

Comme l'exige la loi en vigueur, depuis le 1^{er} janvier 2025, les pensions et retraites de quelque 2,3 millions d'ayants droit ont été revalorisées de 4,6 %, tout comme les prestations familiales et les minima sociaux. Néanmoins, toute pension supérieure à 6 060 EUR par mois n'augmentera que d'un montant forfaitaire de 278,76 EUR.

Selon la commission d'orientation des retraites, le financement du système de pension est assuré jusqu'en 2070. La progression des dépenses de retraite pour le budget fédéral ne devrait pas être supérieure à +0,2 % du PIB pour les 5 prochaines années (5 Mrd EUR). Les projections sur le long terme du régime de retraite par répartition font état d'une progression stable de 3,5 pp d'ici 2070.



Handicap : Vienne récompensée pour ses efforts d'urbanisme

Vienne a remporté fin novembre l'Access City Award 2025, qui récompense les efforts remarquables de la ville pour se rendre accessible aux personnes handicapées. Les initiatives prises par la capitale autrichienne pour améliorer l'accès aux espaces publics, aux transports publics, aux technologies de l'information et de la communication ainsi qu'aux services publics ont considérablement amélioré la vie des personnes en situation de handicap. L'approche globale adoptée par la ville, alliant durabilité sociale, économique et environnementale, est un exemple remarquable de la manière dont les grandes capitales peuvent intégrer l'accessibilité dans tous les aspects de la vie urbaine. Vienne est la deuxième ville autrichienne à remporter l'Access City Award, après Salzbourg en 2012. Les autres villes lauréates sont Nuremberg (DE), Carthagène (ES) et Boras (SE). (Source : Commission européenne)

Veille sectorielle

Secteur financier

L'année boursière 2024 s'achève sur une hausse de 6 %

Porté par la bonne performance du secteur bancaire, l'indice ATX a augmenté de 6 % (+12 % dividendes inclus) au cours de l'année boursière 2024. Parmi les vingt entreprises de l'ATX, les banques Bawag et Erste se trouvent en tête de liste avec respectivement +69 % et +62 %. Des performances négatives ont été notamment enregistrées par le producteur de circuits imprimés pour l'industrie AT&S (-54%). Reflétant la récession du secteur industriel, les entreprises Mayr-Melnhof (papier/carton), Voestalpine (sidérurgie) et Schoeller-Bleckmann (équipements de forage pour l'industrie du pétrole) ont perdu plus d'un tiers de leur valeur.

Les assureurs autrichiens encaissent 54 % de leurs primes à l'étranger

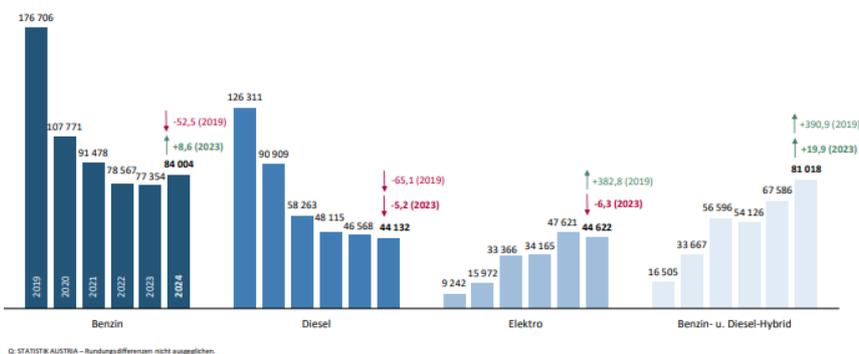
Fin décembre 2024, l'autorité de surveillance des marchés financiers FMA a publié son rapport sur les activités internationales des groupes autrichiens d'assurance en 2023. Cinq assureurs autrichiens (GRAWE, Merkur, UNIQA, VIG et Wüstenrot) sont représentés en assurance et en réassurance dans 27 pays en dehors de l'Autriche, principalement en Europe centrale, orientale et du sud-est. Les activités à l'international ont contribué à hauteur de 54 % au montant total des primes (21,752 Mrd EUR) après 52 % en 2022, la part de marché des assureurs autrichiens étant particulièrement forte en République tchèque (44 %), Slovaquie (40 %), Lettonie (37 %) et Roumanie (31 %).

Transports

En 2024, les immatriculations de véhicules particuliers neufs ont augmenté de 6,1% pour atteindre plus de 253 000 véhicules. Ce chiffre reste pourtant en recul par rapport au résultat atteint en 2019 (329 000).

L'augmentation des immatriculations s'explique par la hausse de 8,6% des véhicules à essence et de 25,9% des véhicules hybrides, qui représentent respectivement 33% et 26% du total des immatriculations. On observe une baisse des immatriculations de véhicules particuliers neufs pour le diesel (-5,2%) représentant 17% du total des immatriculations. Les ventes de véhicules à propulsion électrique ont reculé de 6,3% (17% du total des immatriculations). En comparaison européenne, l'Autriche reste au-dessus de la moyenne (15%) dans les statistiques des immatriculations de véhicules neufs électriques.

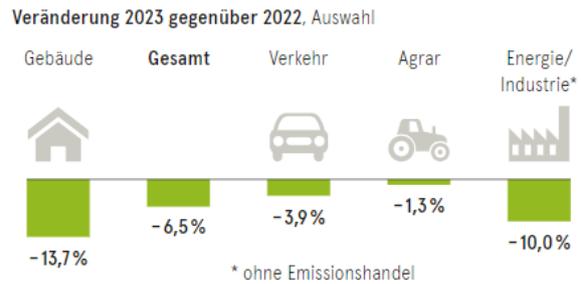
Plus bei Benzin und Hybrid, Rückgang bei Diesel und Elektro Pkw-Neuzulassungen 2019 bis 2024 nach Kraftstoffarten – absolut, Veränderung in Prozent



© STATISTIK AUSTRIA – Rundungsdifferenzen nicht ausgeglichen.

Energie et environnement

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont diminué en 2023 de 6,5 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 68,6 millions de tonnes équivalent CO₂, selon l'office fédéral de l'environnement (*Umweltbundesamt*). Le recul est particulièrement important pour les émissions des bâtiments (-13,7%) et de l'industrie (-10%). Pour l'année 2024, l'office prévoit un recul des GES à hauteur de 3,7 %.



Grafik: © APA, Quelle: Umweltbundesamt

Tourisme

La banque autrichienne de l'hôtellerie et du tourisme, l'OeHT, propose depuis mi-décembre aux entreprises touristiques touchées par les inondations de septembre dernier des prêts jusqu'à 100 % du montant du dommage. Il s'agit de prêts sans intérêts pour une durée de neuf ans et un différé d'amortissement fixé à trois ans, à condition que l'autorité compétente ait reconnu l'événement comme une catastrophe. Les demandes de prêts doivent être reçues par l'OeHT au plus tard le 30 juin 2025.

Record des nuitées à Vienne

Vienne a enfin laissé derrière elle les stigmates de la crise sanitaire : en 2024, le nombre de nuitées a atteint 18,9 millions, un record. En glissement annuel, la progression est de +9 % et Vienne a dépassé le niveau atteint en 2019 de 7%. Outre les congrès et séminaires et les concerts, les nombreux marchés de Noël qui ornent la capitale autrichienne entre la mi-novembre et fin décembre attirent les touristes de tous horizons : la principale clientèle vient d'Allemagne (3,4 millions de nuitées), suivie de la demande locale (3,3 millions), des Etats-Unis (1,2 million), de l'Italie (1 million) et du Royaume-Uni (800 000). Quelque 530 000 nuitées sont à porter au crédit des touristes français. Le taux d'occupation dans l'hôtellerie passe de 69 % à 71 % sur l'ensemble de l'année 2024 ; les hôtels 4 et 5 étoiles représentent 60 % de l'offre viennoise (81 800 lits).

Agriculture

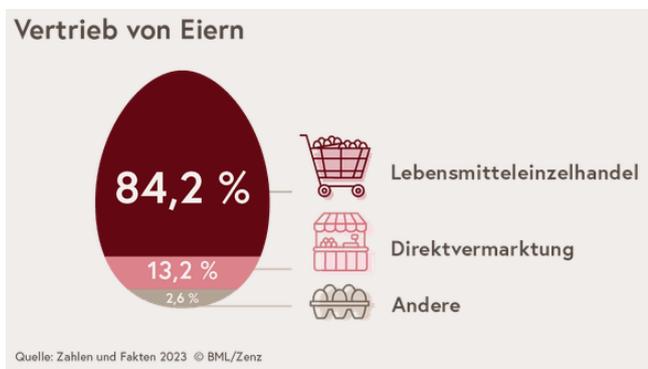
Manifestations agricoles à Vienne

Événement inédit en Autriche, des agriculteurs ont répondu le 16 janvier à l'appel de la fédération agricole indépendante (UBV) et ont bloqué la circulation dans le centre de Vienne pour protester devant le Parlement contre la « bureaucratie débordante » et l'accord d'association commerciale avec les pays du Mercosur. Les agriculteurs ont été accueillis devant le Parlement par le nouveau président de la chambre basse, M. Walter Rosenkranz, et Mme Dagmar Belakowitsch, tous deux membres du parti FPÖ. Ce mouvement de protestation est à remettre dans le contexte des élections à la chambre d'agriculture de Basse-Autriche en mars, largement dominée par la branche agricole régionale du parti conservateur.

Aviculture : 248 oeufs par an

C'est le nombre d'œufs qu'un Autrichien consomme par an, produits par les 9,5 millions de poules pondeuses élevées en Autriche. Si le cheptel de bovins et de porcs est en recul, celui des poules est en hausse. Le Land de Styrie concentre 35 % des élevages de poules pondeuses, suivi de la Basse Autriche et de la Haute-Autriche (chacun 22 %). En termes de formes d'élevage en 2023, 55,6 % des poules pondeuses sont élevées au sol (UE = 37,8 %), 31,2 % en plein air (UE = 15,5 %) et 13,2 % en agriculture biologique (UE = 7,1 %).

84,2% des œufs à consommer sont destinés à la grande distribution et au commerce, 13,2% sont écoulés en circuits courts et 2,6% vendus par d'autres canaux. Depuis 2009, l'élevage de poules pondeuses en cage conventionnelle est interdit, tout comme depuis 2020 celui en cage aménagée (UE = 39,6%).



Relations bilatérales

La marque Peugeot a affiché en 2024 en Autriche la hausse la plus importante pour les ventes de véhicules neufs parmi toutes les marques automobiles. Selon Statistik Austria, les immatriculations de véhicules particuliers neufs de la marque Peugeot étaient en hausse de 64,3%. Par ailleurs, au cours du deuxième trimestre, Stellantis Austria transférera son siège au nouveau site à l'adresse Schönbrunner Strasse. Le site hébergera, entre autres, Peugeot Austria GmbH et Citroën Österreich GmbH.

Le chiffre du mois à retenir

+2,2 %

Prévision de croissance pour
l'année 2025

Zoom sur...

La Banque centrale de Slovénie anticipe une croissance du PIB de 2,2 % en 2025, une prévision révisée à la baisse par rapport à l'estimation initiale de 2,6 %, après une augmentation modeste de 1,4 % en 2024. La croissance devrait rebondir à 2,8 % en 2026 avant de décélérer légèrement à 2,4 % en 2027. Cette reprise sera soutenue par une augmentation de la consommation privée, stimulée par la hausse des revenus réels, par un renforcement des investissements publics et par une demande étrangère croissante. Toutefois, des incertitudes demeurent, notamment en raison de défis structurels internes et du renforcement du protectionnisme commercial mondial. L'inflation, pour sa part, devrait rester contenue, oscillant entre 2,0 % et 2,2 %.

Activités macroéconomiques & financières

Finances

Le déficit budgétaire de la Slovénie s'est établi à 808 M EUR en 2024, nettement inférieur à 2023, où il représentait environ deux tiers de plus. Hors mesures d'intervention post-inondations (août 2023), le déficit tombe même à 275 M EUR. Cette amélioration est attribuée à la réduction des dépenses liées aux mesures d'intervention (-1 Mrd EUR), à une hausse des recettes ainsi qu'aux fonds européens pour la reconstruction. Cependant, les dépenses publiques générales restent élevées, dépassant largement la moyenne à long terme. Le Conseil budgétaire critique la surestimation systématique des dépenses par le ministère des Finances, soulignant que des prévisions plus réalistes sont nécessaires pour une gestion efficace des finances publiques. Le déficit global des administrations publiques a atteint 1,4 % du PIB sur les trois premiers trimestres, inférieur aux projections d'octobre. La dette publique brute a également reculé à 66,9 % du PIB, principalement grâce à l'inflation.

Veille sectorielle

Energie

Mise à jour du plan national intégré en matière d'énergie et de climat

La Slovénie a mis à jour son Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (NEPN), visant à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030 (par rapport à 2005) et à renforcer sa transition énergétique. Le pays prévoit des investissements totaux de 57 Mrd EUR entre 2021 et 2030, dont 22 Mrd EUR dédiés à l'énergie et au climat. Parmi les priorités figurent la rénovation énergétique des bâtiments, le développement des énergies renouvelables, et l'amélioration des infrastructures électriques et hydrogène. Les objectifs incluent une part de 55,4 % d'énergies renouvelables dans l'électricité et 25,8 % dans les transports d'ici 2030. Le plan s'aligne sur les initiatives européennes comme Fit for 55 et REPowerEU, tout en prévoyant une sortie progressive du charbon. Le gouvernement table sur 100 MW de capacité en

hydrogène vert et des investissements pour des infrastructures clés. Ce plan vise à assurer la durabilité énergétique tout en renforçant l'indépendance énergétique nationale.

Industrie

Un potentiel élargissement du carnet de commande de l'usine Revoz

Revoz, filiale du groupe Renault, étudie la production d'un modèle Dacia pour compléter celle de la Clio et de la future Twingo électrique prévue en 2026. Après une chute brutale de la production ces dernières années, passant de 200 000 véhicules en 2018 à 60 000 en 2023, cette stratégie permettrait d'optimiser les capacités inutilisées. Parmi les modèles potentiels figurent la Logan redessinée ou la Spring électrique, actuellement produite en Chine avec des droits de douane élevés en Europe. Rappelons que si Revoz a enregistré une baisse de 11,5 % de chiffre d'affaires en 2023, elle a néanmoins doublé ses bénéfices, atteignant 9,4 M EUR.

Transports

Choix du futur opérateur pour l'extension du port de Koper

Le port de Koper, a reçu une unique offre pour l'extension de sa jetée nord, un projet stratégique visant à accroître la capacité de traitement des conteneurs à 1,75 million d'unités par an d'ici 2027. Cette offre, d'un montant de 186 M EUR, a été soumise par un consortium local composé de Kolektor Koling et CGP. Cependant, ce processus suscite des controverses, notamment en raison de trois audits en cours qui examinent la transparence et l'équité de la procédure. Une des critiques majeures porte sur l'exigence d'une maîtrise du slovène au niveau B2 pour les candidats, une condition perçue par certains comme discriminatoire et potentiellement dissuasive pour des entreprises internationales (aucune n'a, au demeurant, soumissionné). Luka Koper, la société gestionnaire du port, continue de jouer un rôle central dans le développement des infrastructures maritimes slovènes. Avec un chiffre d'affaires de 321 M EUR et un bénéfice net de 54,5 M EUR en 2023, l'entreprise investit également dans d'autres projets clés, notamment la création d'un terminal passager et la construction de nouvelles infrastructures de stationnement.

Spatial

Adhésion de la Slovaquie à l'ESA

La Slovaquie est devenue membre à part entière de l'Agence spatiale européenne (ESA) le 1^{er} janvier 2025, marquant une avancée majeure après 15 ans d'efforts et renforçant la réputation du pays en tant que nation technologiquement avancée. Le secteur spatial slovène a, depuis 2016, signé 114 contrats avec l'ESA, totalisant 42,1 M EUR, et bénéficiera désormais de nouveaux programmes et de financements supplémentaires. De grandes entreprises comme Airbus et SpaceX montrent désormais un vif intérêt pour des collaborations avec des acteurs slovènes. Le pays se distingue dans des domaines de niche, tels que l'observation de la Terre, les matériaux avancés et la recherche en santé spatiale. La Slovaquie participe également à des projets cruciaux de l'ESA, notamment la création d'un jumeau numérique pour améliorer la gestion des catastrophes naturelles. Un événement franco-slovène, rassemblant entreprises et instituts de recherches des deux pays avait été organisé en 2024 en Slovaquie.

Télécommunications

Coopération franco-slovène en matière d'alertes météorologiques

Telekom Slovenije, a choisi la société française Intersec pour la mise en place d'un système public d'alertes pour les catastrophes naturelles et les conditions météorologiques extrêmes en Slovaquie. Ce système, déjà utilisé en Autriche et en Croatie, permettra d'envoyer simultanément des messages à tous les téléphones mobiles d'une zone spécifique grâce à la technologie de diffusion cellulaire. Le projet, qui impliquera quatre opérateurs slovènes, est financé à hauteur de 2,6 M EUR.

Relations bilatérales

Création du Conseil d'Affaires franco-slovène

Le 20 décembre 2024, le Conseil d'affaires franco-slovène (SFBC) a été créé en partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie slovène (CCI), pour renforcer les liens économiques entre la Slovaquie et la France. Ce conseil, regroupant les deux clubs d'affaires slovène-français et franco-slovène vise à offrir aux entreprises des deux pays un soutien pour pénétrer les

marchés du partenaire. Lors de la session constitutive, Franjo Bobinac a été élu président et un conseil exécutif de huit membres a été formé. Soutenu par des représentants gouvernementaux et des ambassadeurs, le SFBC prévoit des consultations régulières et des groupes de travail pour encourager de nouvelles collaborations. Rappelons que la France est le huitième partenaire commercial de la Slovénie.

Croatie

Le chiffre du mois à retenir



Zoom sur...

La Banque centrale de Croatie (HNB) a annoncé la mise en place, à compter du 1^{er} avril 2025, de nouvelles mesures macro prudentielles afin de préserver la stabilité du système financier. Ces mesures restreignent notamment les critères d'accès au crédit à la consommation, en réponse à l'augmentation rapide de l'endettement des ménages observée depuis 2023. En effet, avec des critères relativement souples, le taux de croissance des prêts à la consommation s'est accéléré, passant de 3,6 % à la fin de 2022 à 15,9 % à fin 2024 tout comme celui des prêts immobiliers qui ont augmenté d'environ 10 % par an.

Parmi les nouvelles règles proposées, en consultation publique jusqu'au 20 février prochain, on note des limites concernant le ratio dette / revenu. Pour les crédits immobiliers, ce ratio ne devra pas dépasser 45 %, tandis que pour les crédits à la consommation, il sera fixé à 40 %. De plus, la HNB introduit une limite sur le ratio entre la valeur du bien immobilier et le montant du crédit, qui ne devra pas excéder 90 % et la durée des crédits immobiliers sera limitée à 30 ans, tandis que celle des crédits à la consommation ne pourra pas dépasser 10 ans. Bien que ces mesures soient plus strictes, les banques disposeront de la possibilité d'accorder une partie des crédits de manière dérogatoire, en particulier lorsqu'il s'agit du logement principal.

Ces mesures visent non seulement à réduire les risques d'endettement excessif, mais aussi à diminuer les pressions inflationnistes générées par une consommation financée par le crédit. La HNB cherche à harmoniser les critères minimaux de crédit entre les banques et à éviter un assouplissement excessif des conditions de crédit dans un contexte de forte concurrence sur le marché.

Activités macroéconomiques & financières

Finances

Sixième demande de déboursement de 835,6 M EUR au titre de la Facilité pour la relance et la résilience

Le 23 décembre 2024, la Commission européenne a reçu la sixième demande de déboursement de la Croatie, pour un montant de 835,6 M EUR, dans le cadre de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR). Cette demande concerne 26 jalons et cibles, incluant des réformes visant à améliorer la gouvernance et la transparence des entreprises et à lutter contre la corruption y compris dans la gestion des entreprises publiques. Sur ce point, la Commission européenne a accordé un délai supplémentaire de huit semaines à la Croatie pour finaliser son cadre juridique relatif aux entreprises publiques avant d'entériner ce 6^{ème} décaissement.

En visite à Zagreb le 20 janvier 2025, Raffaele FITTO, commissaire européen à la cohésion et aux réformes, également Vice-président exécutif de la nouvelle commission, a salué le rythme soutenu de la Croatie dans la mise en œuvre de son PNRR, mettant en avant son niveau d'absorption des fonds (près de 4,5 Mrd EUR) et sa forte croissance économique dépassant les 3 % en 2024. Il a toutefois rappelé les défis à venir en matière de transition verte, compétitivité et simplification des procédures administratives pour l'absorption des fonds.

Politique et climat des affaires

Zoran Milanović réélu à la Présidence de la République

Le président sortant M. Zoran Milanović a remporté le 12 janvier dernier le deuxième tour des élections présidentielles avec 74,68 % des voix, face à M. Dragan Primorac, candidat soutenu par le parti HDZ au pouvoir, qui a obtenu 25,32 %. Il s'agit de la plus grande marge entre deux candidats lors d'un second tour des élections présidentielles en Croatie. On notera toutefois le faible taux de participation, autour de 44 %. Les partis de l'actuelle coalition au pouvoir ont notamment peiné à mobiliser leur électorat. Les partis politiques doivent d'ores et déjà se remobiliser dans la perspective des prochaines élections municipales de mai 2025.

Démission du ministre de l'agriculture Josip Dabro

Le vice-Premier ministre et ministre de l'Agriculture, de la Pêche et des Forêts Josip Dabro, membre du Mouvement patriotique (DP), a démissionné de son poste après la publication d'une vidéo le montrant tirant avec une arme à feu depuis la fenêtre d'une voiture en mouvement, près de son village proche de Vukovar. L'incident a suscité de vives critiques, notamment du Premier ministre Andrej Plenković, qui a exigé sa démission, soulignant que ce comportement était incompatible avec des fonctions ministérielles. Son remplaçant devrait être nommé d'ici le début du mois de février, dans les rangs du DP.

Veille sectorielle

Energie et environnement

Cartographie des zones prioritaires pour les centrales solaires et éoliennes

Le ministère de l'Environnement et de la Transition verte a présenté, fin décembre, une nouvelle cartographie pour le développement de centrales solaires et éoliennes en Croatie. Ce travail est le fruit de la collaboration entre le ministère, l'ONG The Nature Conservancy et l'Institut énergétique croate Hrvoje Požar. L'objectif de cette cartographie est d'identifier les zones prioritaires pour le

développement de projets de centrales solaires et éoliennes, tout en minimisant leur impact sur l'environnement. Elle servira également de guide à toutes les parties prenantes du secteur des énergies renouvelables pour la planification spatiale et le développement de ces projets, administrations publiques comme investisseurs privés.

Le plan de financement annuel pour 2025 du ministère de l'environnement prévoit un montant total de 651,8 M EUR.

Le Ministère de la Protection de l'Environnement et de la Transition verte a publié [le plan indicatif du Fonds pour la Protection de l'Environnement et l'Efficacité Énergétique pour l'année 2025](#), dont le montant total s'élève à 651,8 M EUR . Dans le cadre du Programme de Compétitivité et de Cohésion 2021 - 2027, du Plan National de Relance et de Résilience, ainsi que du Fonds de Modernisation, les subventions prévues pour 2025 s'élèvent à 526,8 M EUR et 125 M EUR en garantie. Il s'agira notamment des projets de réhabilitation des sites d'enfouissement de déchets non dangereux ; de construction de nouvelles infrastructures pour la gestion des déchets ; de production d'électricité à partir de sources renouvelables pour les opérateurs publics de gestion de l'eau et de collecte des déchets ménagers ; d'activités d'information et d'éducation des citoyens ainsi que de sensibilisation du public à l'adaptation aux changements climatiques.

Commerce

Rachat de « Designer Outlet Croatia » par le groupe français Frey

Le groupe familial Frey est spécialisé dans le développement et la gestion de grands « retails parks » et de centres commerciaux de plein air. Dans le cadre de l'acquisition de ROS, un gestionnaire autrichien d'outlets en Europe, le groupe français Frey reprend les activités de [Designer Outlet Croatia](#). Cet outlet de plein air, inauguré en 2018, attire des clients de toute la région, notamment de Bosnie-Herzégovine, de Serbie et de Slovaquie. Pour 2025, il prévoit de poursuivre son extension sur 6 000 m² supplémentaires, ainsi que la construction d'un espace commercial supplémentaire de 11 000 m². De plus, l'outlet sera doté de la plus grande station de recharge électrique de la région.

Logement

Fin 2024, un accord a été signé entre les villes croates de Split, Zagreb, Rijeka, Osijek et Varaždin et la Banque européenne d'investissement (BEI) pour le développement de logements abordables et durables.

Cet accord vise à répondre aux besoins croissants en matière de logement, à travers une assistance technique basée sur les meilleures pratiques européennes. Les experts de la BEI collaboreront avec les villes pour évaluer les politiques existantes et élaborer des plans d'action en matière de logement pour les 10 à 20 prochaines années.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Rédaction :

Hervé Ochsenbein, Service économique régional de Vienne

SER de Vienne : V. Reiss, S. Maynhardt, P. Chaumont (vienna@dgtresor.gouv.fr)

Antenne de Ljubljana : E. Zajc, A. Magro (ljubljana@dgtresor.gouv.fr)

SE de Zagreb : S. Geranton, B. Jadrijevic, N. Pavlinovic (zagreb@dgtresor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 27/01/2025